

## Milliard de cohésion

### Un aveu tardif

Le Conseil fédéral prétend exercer une pression sur l'Union européenne (UE) en rechignant à verser le prochain «milliard de cohésion.» Et le Conseil national lui emboîte le pas en posant des conditions impératives au versement de ce montant, destiné à soutenir des projets de développement dans les pays les moins avancés de l'UE. À ce titre, ce fameux milliard nous a toujours été vendu comme étant bénéfique pour notre pays.

Ainsi, lors du premier versement, Doris Leuthard déclarait: «De bons projets représentent la meilleure publicité pour notre pays et notre économie. Ils peuvent aussi faire naître de nouvelles relations d'affaires pour les entreprises suisses.»

Et Micheline Calmy-Rey d'en rajouter une couche en affirmant que «cette coopération génère des retombées financières directes sous forme de commandes et de mandats attribués à l'économie privée.» Si c'était vrai, refuser un nouveau versement d'un milliard reviendrait donc à punir notre propre économie! La réalité est que ces milliards exigés par l'UE s'apparentent à une extorsion de fonds, à laquelle la Confédération s'empresse de se plier, conformément à son habitude. Les tergiversations actuelles qui entourent le versement de la prochaine tranche sonnent comme un aveu tardif de soumission.

**Lena Lio, ancienne députée,  
Pully**